

13 avril 2012

## Produire autrement (extrait)

par Christine Poupin (porte-parole du NPA-France)

---

### Présentation

*Comme l'affirme la porte-parole du NPA, la seule résistance à la décadence capitaliste ne donne pas automatiquement une alternative laquelle doit en être une de plein emploi écologique renonçant à supprimer inégalités et pauvreté par la croissance. La grève étudiante québécoise, en affirmant que l'éducation est un investissement social et non individuel quitte à rattraper les prétendus gagnants par une réforme fiscale digne de ce nom, incarne la résistance de toute une société au pourrissement Conservateur/Libéral tout en récusant de facto, dans la rue, les fausses alternatives sociale-libérale ou nationaliste des NPD/PQ. À son congrès plate-forme de la fin avril, Québec solidaire serait en mesure d'apporter une réponse programmatique aux aspirations de la révolte étudiante qui a déjà prouvé sa résilience quelque soient les gains ou pertes dans l'immédiat, tout dépendant de l'appui syndical par au moins une grève sociale de 24 heures, promise par la CSN, laquelle ne paraît pas sur les écrans radar pour l'instant.*

*Si l'on se fie au projet de plate-forme, c'est mal parti. De prime abord, les priorités proposées se concentrent sur les préoccupations des centres urbains appauvris en tant que lieu d'habitation, biais qui cependant devrait être quelque peu corrigé en cours de route. Plus sérieusement, ces priorités annoncent un cadre financier timoré qui ne rompt pas avec le social-libéralisme malgré quelques élans antilibéraux dont le NPD n'est plus capable. Fondamentalement, la plate-forme ne conçoit pas l'indépendance comme la clef de voûte stratégique pour briser le carcan de la dictature de la finance et des marchés dont elle accepte les contraintes (voir mon texte « [Priorités proposées de la plate-forme électorale de Québec solidaire](#) » sur mon site web).*

*Les récentes prises de position de la direction du parti ne manquent pas d'inquiéter. Portée par la mobilisation étudiante qui recule à peine malgré sa durée record, la direction du parti détaille bien un plan pour arriver à la gratuité scolaire sur cinq ans... tout en se ménageant un plan B se contentant d'un retour à la situation de 2006. La taxe proposée sur le capital, réduite graduellement par les Libéraux jusqu'à sa suppression complète en 2011, serait réinstaurée mais seulement pour les institutions financières et à un niveau légèrement moindre, pour le scénario de la gratuité, que ce qu'elle était en 2007.*

*De plus, l'obtention de la gratuité se ferait « sans remettre en cause l'atteinte de l'équilibre budgétaire » tout en supprimant les nouveaux tarifs, mais non la hausse de la taxe de vente, de loin la plus importante source régressive de revenu. Tous tarifs et taxes régressives enlevés, il faudrait onze milliards \$ pour combler le déficit dû à la crise de 2008 alors que le budget alternatif du parti ne propose que cinq milliards \$ de nouveaux impôts au détriment du capital, dont celui sur le capital bancaire. Si cet engagement est amplement suffisant pour se démarquer à gauche du PQ, il accouche d'un budget sans moyens pour révolutionner les systèmes de l'énergie et du transport et pour un réinvestissement massif dans les services publics et les programmes sociaux.*

*Est-ce la raison pour laquelle le projet de plate-forme supprime l'échéance de cinq ans à l'engagement emblématique des cinquante mille logements sociaux ? Que le récent engagement d'un régime universel et public d'assurance médicaments fait l'impasse sur la gratuité, c'est-à-dire sur un financement par la fiscalité générale, alors que les actuels frais d'assurances sont fortement régressifs (contribution maximale atteinte pour un revenu de moins de 30 000\$ pour une personne seule) sans compter une franchise et une co-assurance (le tiers du prix du médicament) relativement élevés malgré un plafond mensuel évitant le pire ? Que, malgré le programme du parti et malgré l'achat d'hydroélectricité à Rio-Tinto-Alcan par Hydro-Québec permettant à RTA de prolonger son lock-out, la direction du parti ne réclame pas la nationalisation des installations hydroélectriques de RTA ?*

**Marc Bonhomme, 13 avril 2012**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

---

« Renouer avec la croissance », « relancer la production » tel serait le remède miracle à la crise. C'est ignorer que les classes populaires payent une double facture sociale et environnementale,

subissent à la fois l'appauvrissement et le bouleversement climatique, la destruction de l'environnement et la précarisation. Pour le NPA, il ne s'agit pas de « produire plus », mais de « produire autrement » pour satisfaire les besoins sociaux et respecter la rationalité écologique. Comment défendre les conditions de travail, la santé tant physique que mentale des salariéEs et répondre aux urgences écologiques qu'elles soient climatiques, énergétiques ou de sauvegarde de la biodiversité ? Comment lutter pied à pied contre les licenciements, la précarité, les suppressions d'emplois et en finir avec le gaspillage, la surproduction capitaliste ? Comment décider et produire ce qui est nécessaire ? La réponse à ces questions pourrait tenir en trois mots : planification écosocialiste démocratique. La conjugaison de la crise économique et des crises écologiques montre à quel point la satisfaction des besoins sociaux et le respect de l'équilibre écologique nécessitent de manière urgente une transformation révolutionnaire globale qui rompe avec le capitalisme et le productivisme, qui change radicalement les bases de la propriété et de la démocratie, de l'outil de production et du travail lui-même. Si la crise globale, historique, du système suscite des résistances, elle ne fait pas automatiquement naître une alternative anticapitaliste, écosocialiste à la hauteur de l'urgence pour autant.

### **Planifier la production : une nécessité sociale et écologique**

Face aux licenciements, aux fermetures d'entreprises, à l'explosion du chômage, de nombreuses réponses se situent sur le terrain de la relance, de la croissance. Et parce que la crise du capitalisme s'accompagne d'un basculement du monde, les fausses solutions sur l'air de « produisons français » reviennent elles aussi sur le devant de la scène. Ces fausses évidences sont lourdes de dangers, l'une précipite la catastrophe climatique, l'autre dresse les peuples les uns contre les autres. Productivisme et nationalisme marchent main dans la main et gagnent du terrain. Les faire reculer c'est d'abord faire reculer le chômage et l'insécurité sociale qui menacent les classes populaires. Des créations massives d'emplois dans les services publics de santé, d'éducation, d'accueil de la petite enfance, de soins aux personnes âgées ou dépendantes..., une réduction massive du temps de travail –sans perte de salaire et compensée intégralement par des embauches– sont les moyens les plus efficaces pour combattre le chômage. L'insécurité sociale se combat sur ce terrain, par la défense et l'extension de la protection sociale et l'acquisition de nouveaux droits. Il faut imposer le droit à l'emploi et au revenu comme un droit absolu garanti à toutes et tous, la mise hors la loi des licenciements et de la précarité, l'accès aux soins et aux médicaments gratuits, le droit à la retraite et à des minima sociaux qui permettent de vivre et non de survivre. Toutes les politiques qui refusent de s'en prendre aux profits pour augmenter les salaires et la protection sociale ou qui refusent de s'en prendre au pouvoir patronal pour garantir les droits des salariéEs renvoient les victimes de la crise dans des impasses dangereuses. Ce « bouclier social » est une condition nécessaire mais pas suffisante pour combattre la crise. Les anticapitalistes doivent inlassablement défendre un plan d'urgence social et écologique.

Pour satisfaire les besoins sociaux et l'équilibre écologique, il est nécessaire de donner la priorité et de mettre des moyens pour développer certains secteurs comme par exemple les transports en commun publics gratuits, l'isolation et la rénovation énergétique des bâtiments... Des secteurs entiers doivent être réorganisés, révolutionnés même. C'est le cas, entre autres, de l'énergie ou de l'agriculture... Nous défendons la constitution d'un service public de l'énergie et une planification sous le contrôle des usagerEs et des salariéEs qui allie rationalité énergétique et justice sociale. Il y a urgence à sortir du nucléaire –source inévitable de risque de catastrophe comme le démontre Fukushima- et à réduire les émissions de gaz à effet de serre responsables du dérèglement climatique. Cela ne peut se réaliser que dans une planification reposant sur le développement des énergies renouvelables et sur un vaste programme d'économie d'énergie, concernant le logement, les transports et l'ensemble des secteurs... Mais cette révolution énergétique doit se faire avec les salariéEs, et non à leur dépens, ce qui exige d'assurer le maintien des emplois et le reclassement collectif des salariéEs de la filière. Son but est aussi de garantir l'accès à l'énergie pour toutes et tous, avec la gratuité pour les consommations de base et une progressivité faisant payer très cher les usages abusifs. Rien de tout cela n'est possible avec les groupes capitalistes (Total, EDF, GDF-Suez, Areva...) qui, avec la complicité de l'État et des principales forces politiques, imposent le nucléaire à toute la société ; la pénibilité, les risques et la précarité aux salariéEs ; des factures exorbitantes aux usagers. Nous défendons l'appropriation publique et sociale de ces entreprises et leur intégration dans un service public décentralisé et démocratique. Cette révolution énergétique

est le seul moyen d'organiser la sortie rapide du nucléaire, elle est aussi la seule réponse à la fois sociale, écologique et internationaliste à la fermeture programmée des raffineries en Europe. Toutes les autres prétendues solutions industrielles refusent d'anticiper l'épuisement des ressources pétrolières, sans parler de la nécessaire sortie des énergies fossiles, pour endiguer la crise climatique et se cachent derrière une illusoire indépendance énergétique de la France qui pousse l'aberration jusqu'à réclamer de « raffiner français ».

Se nourrir correctement –en quantité et en qualité– est un droit fondamental aujourd'hui refusé aux classes populaires du fait de la mainmise de l'industrie agro-alimentaire, tout comme sont refusés aux paysans leurs droits à un revenu, à l'accès à la terre, à vivre de leur métier. Le productivisme imposé par l'agro-industrie généralise les produits et les pratiques dangereuses pour les hommes et l'environnement : pesticides systémiques, OGM, engrais chimiques, irrigations. Nous défendons une agriculture agro-écologique, paysanne, à taille humaine, produisant selon les besoins réels des populations, permettant un approvisionnement de proximité, avec des produits de qualité à des prix accessibles pour toutes et tous. La grande distribution doit passer sous contrôle public pour en finir avec sa dictature économique qui étouffe les petits paysans et surexploite ses salariéEs.

[...]

Produire autrement c'est aussi sortir du cercle infernal « travail aliéné, loisirs aliénés et consommation aliénée », c'est aussi vivre autrement !

Publié dans : Revue Tout est à nous ! (NPA-France), 30 mars 2012.

<http://www.npa2009.org/content/produire-autrement>